

## ANNEXE : Partie publiée sur Géorisques



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne

Savigny-le-Temple, le 13/04/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **GSM secteur IdF Est**

PRE D'ALBAINE

77019009

77118 BALLOY

Références : E22 0900

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection inopinée réalisée le 15/03/2022 dans l'établissement GSM secteur IdF Est implanté PRE D'ALBAINE 77019009 77118 BALLOY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GSM secteur IdF Est
- PRE D'ALBAINE 77019009 77118 BALLOY
- Code AIOT dans GUN : 0006500062
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Les installations de traitement exploitées par la société GSM à balloy , en rive gauche de la Seine, disposent d'un accès "voie d'eau" et reçoivent des matériaux de plusieurs carrières.

#### **Le thème de visite retenu est le suivant :**

- le plan de gestion des déchets de l'industrie extractive

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| Nom du point de contrôle  | Référence réglementaire  | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|---|--|---|-------------------|
| Installation de gestion de déchets inertes industries extractives | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 1 + annexe I | /   | Sans objet        |
| Installation de gestion de déchets de catégorie A                 | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5                 | /   | Sans objet        |

| Nom du point de contrôle               | Référence réglementaire                          | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|--|--|---|-------------------|
| Gestion et suivi des zones de stockage | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5   | /   | Sans objet        |
| PGD                                    | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis | /   | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site dispose d'un plan de gestion des déchets inertes de l'industrie extractive conformément à l'arrêté ministériel du 22/9/1994.

La seule zone de stockage de plus de 3 ans est constituée de merlons de terres végétales de faible hauteur.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Installation de gestion de déchets de catégorie A

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné. |
| <b>Constats :</b> L'inspection n'a pas constaté de risque de perte d'intégrité des merlons de terres végétales présents depuis plus de 3 ans sur ce site.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**Nom du point de contrôle :** Installation de gestion de déchets inertes industries extractives

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 1 + annexe I   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et TNP  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Prescription contrôlée<br><br>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement.<br>On entend par zone de stockage :<br>- lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins.<br>Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté.<br>On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol).<br>Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté. |
| <b>Constats :</b> Pas de zone de stockage de déchets de l'industrie extractive relevant de la rubrique 2720.<br><br>La seule zone de stockage de déchets inertes de l'industrie extractives est constituée de merlons de terres végétales de très faible hauteur. Il sont présents sur site depuis plus de trois ans.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**Nom du point de contrôle :** Gestion et suivi des zones de stockage

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.<br>L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.<br>L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes. |
| <b>Constats :</b> Ces prescriptions sont respectées.<br>Les caractéristiques des matériaux constituant les zones de stockages de plus de 3 ans sont connues; les quantités sont suivies.<br>Les merlons figurent sur le plan de situation annuelle.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**Nom du point de contrôle : PGD**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;</li><li>- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;</li><li>- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;</li><li>- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;</li><li>- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;</li><li>- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;</li><li>- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;</li></ul> |
| <b>Constats :</b> Le PGD est complet et cohérent avec les constats sur le terrain.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |